UNEF Paris IV

(Union nationale des Étudiants de France-Association Générale des Étudiants de Paris-Sorbonne) *Le syndicat qui défend les étudiants* 1 rue V. Cousin 75230 PARIS Cedex 05 01-40-46-32-27 (répondeur) www.altern.org/unefparis4 (unefparis4@altern.org)

Compte-rendu à l'attention des militants de l'AGE du collectif national tenu à Paris VIII les 30 et 31 janvier 1999.

Note à l'attention des non-initiés: le CN est l'organe dirigeant de l'Union nationale entre deux congrès. Il comprend les 31 membres du Bureau national élu par le congrès, et deux représentants par AGE.

Ce collectif national a été particulièrement long, et particulièrement agité. Deux questions essentielles étaient à l'ordre du jour: les élections à la MNEF et la préparation du congrès. C'est avec surprise que nous avons appris en arrivant que ces deux questions étaient reportées au dimanche et que la journée du samedi serait consacrée à un débat général sur l'actualité universitaire (deux heures étant perdues pour du travail en commission sans intérêt). Une tentative de Philippe pour améliorer cet ordre du jour est repoussée sans vote par Karine.

L'ainsi nommé débat général est introduit par un rapport de Cécile Cukierman (On ne nous dit pas au nom de qui elle parle. Pas du BN en tout cas, dont la réunion de la veille a été annulée); Idée essentielle: Allègre recule sur le rapport Attali, puisqu'il se prononce pour le service public, la réussite de tous, et affirme que toutes les Universités ont vocation à être des pôles d'excellence. Idée dominante: l'UNEF doit avoir plus d'adhérents pour être un syndicat de masse. Le débat qui suit montre que le CN est coupé en trois.

D'une part, les AGE engagées dans le mouvement contre Attali, qui dénoncent, souvent violemment, la non implication de l'Union nationale, et demandent que le congrès soit l'occasion d'un sursaut. Je fais observer que jamais aucun ministre ne s'est prononcé contre la réussite de tous..., et que d'ailleurs Attali ne disait pas autre chose (il ne s'agit donc pas d'un recul), et manifeste mes doutes sur la notion de "travail orga" séparé de la présence sur les facs et dans les luttes.

D'autre part, la direction ne répond pas et parle de vie quotidienne des étudiants. Deux interv. à signaler: Karine (présidente), qui dit que les étudiants de Montpellier Lettres ont des raisons d'être aigris contre l'UNEF après trois semaines de grève sans succès contre Attali, alors que d'autres choses pouvaient être obtenues (Quoi ? mystère); Cécile qui explique que l'UNEF voulait être dans le mouvement mais que les affreux gauchistes ont été très méchants et ont dit que nous étions pour le rapport Attali (qu'avons nous fait pour leur donner tort aux yeux des étudiants ?)

Enfin, de nombreuses AGE qui ne s'étaient pas signalées jusque là par une attitude oppositionnelle (Clermont, Rennes...) expriment leur incompréhension devant la position de l'Union nationale face au mouvement. Plusieurs demandent une réflexion sur la professionalisation.

On retrouve les mêmes clivages dans le débat du dimanche matin sur la MNEF. Alors qu'on refuse toujours de nous donner la composition de la liste sur laquelle l'UNEF est engagée (elle finira par circuler en un seul exemplaire), un

rapport présenté par Pierre-Henri Lab au nom du BN expédie la question en dix minutes: il font sauver la MNEF, car les étudiants en ont besoin; ce sera dur; l'union c'est la force, donc il fallait faire l'union. Rouen, Caen, Limoges, Nice et Caen dénoncent le principe d'un accord avec ceux qui ont mené la MNEF là où elle est, et la totale vacuité de la plate-forme (sur le problème des filiales et celui du tarif unique en particulier). Rennes et Orsay contestent également l'accord, très violemment, d'autres se taisent, même Nelly Chells émet des doutes. Paris IV dénonce les conditions grotesques de l'accord, en particulier la rupture de dernière minute avec l'UNEM.

Face à cela, peu ou pas de réponses, dans un premier temps: l'unité c'est beau, la plate-forme est minimum, mais l'avoir signé ne nous empêche pas d'aller plus loin sur le tarif unique ou la suppression des filiales. Une exception: Sylvain, de Lyon, candidat sur la liste, défend le principe des filiales s'occupant d'autre chose que de santé (!). Puis, très rapidement, des insultes, et les mensonges les plus grossiers pour prouver que la position de l'UNEF n'a pas varié, une mise en cause scandaleuse des camarades de Limoges. C'est manifestement un moyen d'éviter le débat et en polarisant l'affrontement.

Ça marche: une motion maximaliste de Caen (L'UNEF ne s'associera pas à l'UNEF-ID pour gérer la MNEF) obtient 10 voix (Caen, Rouen, Limoges, Lille (1), Nantes (1), 1 d'Orsay) contre 25 et 4 abstentions (dont Rennes (1) et Paris I), 3 camarades ne prenant pas part au vote (dont les 2 de Grenoble, d'accord avec la motion mais qui estiment ne pas avoir de mandat de leur AG sur cette question). Fins dialecticiens, les délégués de Paris IV se sont judicieusement répartis entre le pour et l'abstention.

C'est dans une ambiance tendue que le débat reprend, sur l'organisation du congrès. Karine présente un rapport insistant sur la nécessité de permettre le débat, et s'engageant à ce que les contributions écrites des AGE soient diffusées.

Les réponses sont significatives. Trois interventions de secrétaires nationaux ou ex: d'accord pour débattre mais sur des questions intéressantes, pas des débats auxquels "les étudiants" ne comprennent rien. Du côté de l'opposition, les camarades n'ont pas confiance et le disent. Les souvenirs, abondamment évoqués de part et d'autre, du 78e congrès, ne contribuent pas à détendre l'atmosphère. Nous choisissons une attitude constructive, en soulignant l'importance des engagements pris par Karine, et demandant qu'ils soient tenus.

On conclut par le vote des trois rapports:

Rapport sur l'actualité: 18 pour, 7 contre, 2 a, 5 nppv

sur la MNEF: 18 pour, 8 contre, 3 a, 3 nppv

sur le congrès: 23 pour (dont Paris IV), 6 contre (Rouen, Caen, Limoges), 1 a (Lille), 2 nppv (Grenoble)

Les deux camarades de Nice ne votent pas, étant présents en tant qu'observateurs.

Chacun peut comprendre à la lecture de ce compte-rendu qu'il nous reste du travail pour que le 79eme congrès soit celui de l'unité et du renouveau de l'UNEF, non celui de sa disparition. Le prochain bureau d'AGE fera des propositions en ce sens.

Emmanuel Lyasse, sec. orga

PS: normalement, nous devrions recevoir sous peu les textes des trois rapports.

Ils seront alors consultables au local Sorbonne..